



Assemblée générale

Distr. générale
6 juin 2006
Français
Original: espagnol

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Compte rendu analytique de la 6^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 5 juillet 2000, à 15 heures

Président : M. Tanoh-Boutchoûe (Côte d'Ivoire)

Sommaire

Approbation de l'ordre du jour

Question du Sahara occidental

Question du Timor oriental

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

00-51646 (F)



La séance est ouverte à 15 h 20.

Approbation de l'ordre du jour

1. *L'ordre du jour est approuvé.*

Question du Sahara occidental (A/AC.109/2000/7)

2. *Sur invitation du Président, M. Boukhari (Front POLISARIO) prend place à la table des pétitionnaires.*

3. **M. Boukhari** (Front POLISARIO) rappelle qu'en 1975, la Puissance administratrice du Sahara occidental, n'a pas tenu les engagements pris devant les Nations Unies de mener le processus de décolonisation à son aboutissement naturel, mais a remis le territoire au Maroc et à la Mauritanie, qui l'ont envahi et occupé par un acte de force contraire à la légalité internationale, situation que perpétue actuellement le Maroc. Le peuple du territoire n'a jamais accepté le fait colonial, opposant une résistance pour défendre son droit à l'autodétermination reconnu dans les résolutions des Nations Unies. Après 16 ans de guerre entre le Front POLISARIO et le Maroc, les Nations Unies ont pris l'initiative de mener à son terme le processus de décolonisation, et conçu à ce titre le Plan de règlement des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de 1998, accepté par les deux parties et approuvé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 658 (1990) et 690 (1991). Ce plan a pour objectif de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination par voie de référendum organisé et supervisé par les Nations Unies en coopération avec l'OUA.

4. Cependant, les Nations Unies n'ont pas réussi à obtenir une coopération sincère de la Puissance occupante, le Maroc, et la référendum a été reporté d'année en année. À la fin de 1991, le Secrétaire général a modifié le Plan de façon unilatérale afin de satisfaire l'exigence marocaine que soient ajoutés de nouveaux critères d'identification des électeurs, de sorte que le référendum confirmerait l'occupation du territoire par la fraude dans la composition des listes. Bien que le Front POLISARIO ait finalement accepté ces nouveaux critères, le processus s'est trouvé complètement paralysé en 1996, avec la possibilité que reprenne le conflit armé. Malgré tout, le Front POLISARIO a décidé de faire confiance à la capacité des Nations Unies de nous sortir de l'impasse.

5. En 1997, de nouvelles perspectives d'application du Plan de règlement sont apparues grâce à l'intervention du nouveau Secrétaire général des Nations Unies, M. Kofi A. Annan, et de son Envoyé spécial, M. James Baker, et le Front POLISARIO a fait des concessions à cette fin. Cela a conduit aux Accords de Houston, qui ont réglé définitivement le problème de l'établissement des listes d'électeurs, facteur clef de la crédibilité du référendum. Toutefois, les faits ont montré que le Maroc avait accepté le référendum dans l'espoir d'amener les Nations Unies à légitimer la fraude. C'est ainsi qu'il a présenté les noms de 180 000 citoyens marocains qui n'avaient jamais mis les pieds au Sahara occidental pour les faire accepter comme électeurs.

6. Les Nations Unies ont terminé de recenser les électeurs en janvier 2000, apportant ainsi une solution au principal problème suscité par le Maroc en 1992 pour retarder le référendum. Il n'y a donc aucune raison que celui-ci ne se tienne dans le courant de 2001. Toutefois, en constatant que la liste d'électeurs ne cadrait pas avec ses calculs et son espoir de légitimer l'occupation, le Maroc a recommencé à bloquer le processus du référendum en présentant des dizaines de milliers de recours en appel et en imposant pour leur instruction des conditions qui contreviennent aux Accords de Houston et aux accords sur ce point négociés par les Nations Unies en mai 1999.

7. La voie étrange que certains centres de pouvoir cherchent à imposer aux Nations Unies de concert avec la Puissance occupante laisse penser que l'on cherche à forcer la main au système international pour qu'il abandonne le plan de paix afin de le remplacer par une « troisième voie » selon laquelle le peuple sahraoui renoncerait à son droit à l'indépendance et accepterait que le Sahara occidental soit territoire marocain. Cette machination, dont les auteurs se comptent sur les doigts de la main, impliquerait que la décolonisation du Sahara occidental ne pourrait se résoudre par l'exercice du droit à l'autodétermination et la doctrine des Nations Unies. Pour tenter de justifier cette nouvelle voie, injustifiable et constituant une insulte à la dignité et aux droits du peuple sahraoui, en décembre 1999, puis en février et mai 2000, le Secrétaire général des Nations Unies a présenté des rapports surprenants au Conseil de sécurité centrés sur l'idée que le référendum ne pourra avoir lieu avant trois ans, en raison du grand nombre de recours exercés par le Maroc et que, en tout

état de cause, nul ne pourra forcer el Maroc à respecter ses résultats.

8. Le Front POLISARIO estime que le problème des recours peut se régler à condition que les Nations Unies n'abandonnent pas leur engagement d'organiser le référendum et que, techniquement, les recours pourraient être traités en sept mois. Le fait que le Plan de règlement ne prévoit pas de mécanismes pour permettre que la partie récalcitrante respecte les résultats du référendum ne doit pas être érigé en difficulté insurmontable. En effet, la Charte des Nations Unies habilite le Conseil de sécurité à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter le résultat d'une consultation comme épilogue d'une opération des Nations Unies soumise à son autorité et visant à garantir la paix et la sécurité internationales. Le moment venu, le Conseil pourrait invoquer le chapitre VII de la Charte.

9. La réunion entre le Front POLISARIO et le Maroc tenue en juin 2000 à Londres sous les auspices de M. Baker a confirmé le cheminement étrange évoqué précédemment. La vaste campagne de presse lancée par le Maroc sur les vertus de la soi-disant « troisième voie » a semé la confusion sur la position des Nations Unies et du Front POLISARIO. La position du Front POLISARIO, qui est expliquée clairement dans le mémorandum remis en son temps à M. James Baker, dont copie a été présentée au Comité spécial, est la suivante : la question du Sahara occidental est un problème de décolonisation qui fait l'objet de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et de l'OUA et le jugement du 16 octobre 1975 de la Cour internationale de justice confirment que le peuple sahraoui a le droit à l'autodétermination et à l'indépendance et qu'il doit pouvoir exercer ce droit par la voie d'un référendum juste et libre. Le Conseil de sécurité, s'il en décide ainsi, peut retirer l'instrument d'application du Plan de règlement élaboré par l'Assemblée, la MINURSO, mais il n'a pas compétence légale pour modifier la nature du problème, qui restera un problème de décolonisation jusqu'à ce que le peuple sahraoui puisse exercer son droit à l'autodétermination. Des progrès importants ont été réalisés dans l'application du Plan de règlement, en particulier l'achèvement de la phase essentielle du recensement des électeurs, de sorte qu'il y a plus de raisons d'avancer que de reculer. Les problèmes qui nuisent à l'aboutissement rapide du processus peuvent

être résolus si les Nations Unies décident d'agir dans ce sens, et le Front POLISARIO réaffirme sa ferme adhésion au Plan de règlement et rejette avec la même fermeté toute approche qui s'écartere de sa stricte application.

10. Le Plan de règlement offre une possibilité unique de parvenir à une solution juste et définitive du conflit du Sahara occidental, et il est le seul apte à le faire. Les Nations Unies ont consacré 11 années d'efforts soutenus et plus de 600 millions de dollars à tenter de résoudre le conflit, et sa crédibilité est en jeu. Le Front POLISARIO estime qu'il est encore temps d'orienter le Plan dans la bonne voie et lance un appel aux Nations Unies pour qu'elles ne ménagent aucun effort pour garantir son application.

11. *M. Boukhari se retire.*

12. **Le Président** considère que le Comité spécial a décidé de juger terminé l'examen de ce point et de transmettre les documents pertinents à l'Assemblée générale afin de faciliter l'examen de la question par la Quatrième Commission.

13. *Il en est ainsi convenu.*

Question du Timor oriental (A/AC.109/2000/12)

14. **M. Santana** (Observateur du Portugal) déclare que, pendant les 24 ans d'occupation illicite du Timor oriental par l'Indonésie, les réunions du Comité ont permis de consolider les arguments en faveur de l'autodétermination et d'exprimer l'inquiétude que causaient les violations des droits de l'homme et les souffrances de la population. Les autorités portugaises remercient les pétitionnaires qui, au fil des années, ont aidé à sensibiliser la communauté internationale à la difficile situation du peuple du Timor oriental, jouant ainsi un rôle décisif dans l'élaboration d'une solution politique à la crise.

15. Bien qu'il ait été empêcher d'exercer ses fonctions de Puissance administratrice du Timor oriental, après l'occupation illégale du territoire en 1975, le Portugal a toujours coopéré avec le Comité spécial, convaincu que seule une solution politique qui tienne compte des aspirations légitimes du peuple du Timor oriental pourrait mettre fin à ce grave problème, et c'est dans cet esprit qu'il a participé aux négociations parrainées par les Nations Unies. De plus, la position du Portugal s'est toujours appuyée sur le droit du peuple du Timor oriental à l'autodétermination

établi conformément au droit international et reconnu par diverses résolutions des Nations Unies qui ont condamné l'occupation illégale du territoire.

16. En janvier 1999, l'ex-Président Habibie a annoncé un revirement fondamental de la politique de l'Indonésie concernant le Timor oriental, reconnaissant que les habitants devaient être consultés sur l'avenir du territoire, de sorte que l'intégration du Timor oriental à l'Indonésie a cessé d'être un fait irréversible. Les négociations parrainées par les Nations Unies ont progressé rapidement et ont abouti à l'accord signé à New York le 5 mai 1999, en vertu duquel le Portugal et l'Indonésie ont chargé les Nations Unies d'organiser une consultation populaire par laquelle le peuple du Timor oriental choisirait entre un d'autonomie spéciale au sein de la République d'Indonésie ou une transition vers l'indépendance sous la supervision des Nations Unies.

17. La Mission des Nations Unies au Timor oriental (UNAMET), créée en juin 1999 et déployée sur le territoire peu après, a accompli son travail avec une indépendance et un professionnalisme notables. Bien que le scrutin se doit déroulé dans un climat de tension, de violence et d'intimidation créé par des milices partisans de l'intégration appuyées par certains secteurs des forces armées en Indonésie, 98 % des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes et ont produit des résultats sans ambiguïté : près de 80 % des électeurs ont opté pour l'indépendance.

18. Face au chaos et à la violence déclenchés à titre de représailles pour le scrutin en faveur de l'indépendance et le déplacement de milliers de personnes à destination du Timor occidental, le Gouvernement de l'Indonésie, apparemment incapable de maintenir l'ordre, a cédé aux pressions internationales et accepté qu'on lui prête assistance. Ainsi, par sa résolution 1264 (1999), le Conseil de sécurité a créé la Force internationale au Timor oriental (INTERFET), commandée par l'Australie, qui a rapidement rétabli les conditions de sécurité nécessaires pour que les Nations Unies continuent d'exécuter leur mandat sur le territoire. Par la résolution 1272 (1999), le Conseil a créé l'Administration de transition des Nations Unies au Timor oriental (UNTAET) pour administrer le Timor oriental tant que durera la période de transition vers l'indépendance.

19. Bien que le travail accompli par l'UNTAET sous la direction compétente de M. Sérgio Vieira de Mello, Représentant spécial du Secrétaire général, puisse être considéré comme un succès à de nombreux titres – il a permis de maintenir la paix, et la situation humanitaire s'est sensiblement améliorée – il reste encore la tâche ardue de reconstruction de l'infrastructure, de redressement de l'économie et de mise en place des structures politiques et sociales nécessaires à un État moderne et démocratique.

20. Pour atteindre cet objectif, il faut que les Nations Unies dynamisent l'action qu'elles mènent au Timor oriental et accélèrent leurs mécanismes d'intervention pour répondre aux besoins et aspirations de la population par la création des capacités voulues. Pour leur part, les bailleurs de fonds internationaux doivent continuer à décaisser les sommes qu'ils ont promises d'apporter à l'UNTAET, à la Banque mondiale et à d'autres organismes du système des Nations Unies. À ce titre, le Portugal se félicite des résultats de la réunion des bailleurs de fonds tenue en juin à Lisbonne, où les participants ont confirmé leur intention de contribuer au succès du processus et sont convenus de la nécessité de renforcer la coordination avec le système des Nations Unies, en particulier par des contacts plus étroits et l'échange d'informations sur l'exécution des programmes. Le Portugal a non seulement appuyé la recherche d'une solution politique à la question du Timor oriental, mais il a contribué financièrement à la reconstruction par des voies multilatérales et bilatérales. En 1999, il a apporté 52 millions de dollars des États-Unis, et il versera des contributions du même montant en 2000 et durant les deux années suivantes, en plus des fonds qui sont destinés aux composantes militaire et de sécurité de l'UNTAET.

21. Le Portugal appuie l'idée exposée lors des consultations entre M. Vieira de Mello et M. Xanana Gusmão de donner plus de pouvoirs aux habitants du Timor oriental, représentés aujourd'hui seulement au sein du Conseil consultatif national, dans les domaines des décisions gouvernementales et de l'administration publique, car la participation de la population au processus de reconstruction et de redressement permettra un transfert progressif sans heurts des responsabilités de l'UNTAET au peuple du Timor oriental.

22. Il faut également donner la priorité à la définition des objectifs en vue de la création d'un État fondé sur

la primauté du droit et le respect des droits de l'homme, à savoir : l'établissement de tous les systèmes (d'éducation, de santé, de justice, de défense et de sécurité) nécessaires au fonctionnement normal de l'administration; l'application d'une stratégie de développement durable qui rende possibles la stabilité économique et l'équilibre budgétaire; l'accélération du processus politique interne (réconciliation, création de partis politiques et tenue d'élections libres et propres); et la détermination de frontières sûres et leur protection. Quoiqu'il en soit, il serait important que l'UNTAET, les habitants du Timor oriental et la communauté internationale coopèrent entre eux. La sécurité des frontières dépend pour beaucoup de l'Indonésie et l'instabilité qui persiste ne disparaîtra que s'il est mis fin aux actes de violence des milices et si celles-ci sont contraintes de se retirer au Timor occidental.

23. Il va sans dire que la réconciliation nationale ne sera possible que si une solution est apportée au problème des réfugiés et si les auteurs des atrocités commises l'an dernier sont traduits en justice, et il est indispensable à cet égard de pouvoir compter sur la collaboration de l'Indonésie. Le Portugal appuie les efforts que l'UNTAET, les dirigeants du Timor oriental et Djakarta déploient dans ce sens.

24. Il serait utile que le moment venu, les parties intéressées fixent une date pour tenir des élections et déclarer l'indépendance. Il conviendrait également de trouver un juste milieu entre le délai nécessaire pour créer les conditions propices à un gouvernement autonome du nouvel État et la nécessité de ne pas prolonger l'administration par les Nations Unies.

25. Le Comité spécial a contribué sensiblement à sensibiliser la communauté internationale au droit du Timor oriental à l'autodétermination, processus auquel il convient d'associer activement les habitants du Timor oriental, les pétitionnaires et les représentants gouvernementaux. Dans cette dernière phase, dont l'aboutissement doit être l'indépendance, la communauté internationale doit contribuer à garantir le succès de la transition. Le Portugal, pour sa part, continuera d'appuyer les efforts du Timor oriental pour se doter de leur propre gouvernement et l'action menée à cette fin par les Nations Unies.

26. *Sur invitation du Président, M. Scheiner (Fédération internationale pour le Timor oriental) prend place à la table des pétitionnaires.*

27. Selon **M. Scheiner** (Fédération internationale pour le Timor oriental), l'an dernier, la Fédération a envoyé une mission internationale, qui a été accréditée par la Mission des Nations Unies au Timor oriental (UNAMET), pour suivre le déroulement du processus électoral. Le jour du scrutin, des observateurs de la Fédération avaient été placés dans chaque circonscription électorale et ont surveillé 135 des 200 bureaux de vote. La violence qui a éclaté à l'annonce des résultats favorables à l'indépendance aurait pu être évitée si les Nations Unies n'avaient pas ignoré les mises en garde de la Fédération et les appréhensions des Timorais orientaux quant au danger que représentait le fait de confier la sécurité à l'armée indonésienne qui, 25 années durant, avait malmené la population. Bien qu'en octobre 1999, la Fédération ait demandé à la Quatrième Commission de l'Assemblée générale de veiller à ce que les Nations Unies ne rééditent pas l'erreur de ne pas écouter les Timorais orientaux, la pratique est en train de se transformer en un principe institutionnalisé des opérations des Nations Unies au Timor oriental.

28. Il est réconfortant de savoir que l'on envisage d'affecter davantage de Timorais orientaux à des postes techniques et politiques de l'UNTAET, comme l'a indiqué au Conseil de sécurité M. Sérgio Vieira de Mello, car à quelques exceptions près, ces huit derniers mois, les Timorais orientaux n'ont eu affaire qu'à des technocrates internationaux sans formation ou expérience suffisantes et ne connaissant pas le Territoire, ne comprenant pas les besoins de la population et peu soucieux de modifier leurs idées préconçues. La situation s'aggrave à mesure que le Timor oriental voit diminuer ses attraits comme lieu d'affectation.

29. La Fédération et des organisations non gouvernementales locales ont créé le projet dénommé *La'ó Hamutuk* (« marchons ensemble » en tetum) qui a pour but de resserrer les liens entre les organismes internationaux et le peuple timorais, d'accroître la participation de celui-ci à la construction de son pays, de promouvoir un déroulement démocratique et transparent du processus de développement et d'améliorer les communications entre la société du Timor oriental et les institutions internationales qui l'aident. L'autre but poursuivi par ces organisations est d'obtenir des Nations Unies qu'elles incorporent aux forces de sécurité et de police du Timor oriental les effectifs des FALINTIL (Forces armées de libération

du Timor oriental) en reconnaissance de leur héroïsme et de leur sacrifice pendant des décennies de colonisation et de la modération dont elles ont fait preuve au cours de l'année écoulée et qui a permis à l'UNAMET et à l'INTERFET d'alors, aujourd'hui l'UNTAET, d'agir sans se trouver prises entre deux feux. La Fédération se félicite que l'UNTAET ait attribué une aide humanitaire aux membres des FALINTIL.

30. Évoquant le problème des réfugiés, l'orateur rappelle que plus de 100 000 Timorais orientaux vivent à la merci des milices favorables au *statu quo* de l'occupation indonésienne dans les camps du Timor oriental où ils ont été tenus de s'installer par les forces de l'invasion étrangère. L'argument selon lequel il s'agit d'un problème interne ne tient pas, car les habitants du Timor oriental ne peuvent être considérés comme citoyens indonésiens en vertu du droit international. Les Nations Unies perpétuent une autre erreur fondamentale en acceptant que l'Indonésie exerce sa souveraineté sur un peuple qu'elle a asservi, sur un territoire qu'elle a occupé illégalement pendant 24 ans. Si louables que soient les déclarations énergiques prononcées la semaine précédente au Conseil de sécurité par l'Ambassadeur Holbrooke, M. Vieira de Mello et d'autres fonctionnaires, les paroles ne suffisent pas. Il est essentiel que la communauté internationale et le Gouvernement de l'Indonésie prennent des mesures décisives qui permettent le retour à leur lieu d'origine de la majorité des Timorais orientaux qui le désirent.

31. Il serait plus facile de résoudre le problème des réfugiés si les auteurs des crimes commis contre le peuple du Timor oriental étaient traduits en justice. La Fédération et d'autres organisations viennent de remettre une lettre au Secrétaire général lui demandant de recommander au Conseil de sécurité de créer un tribunal international pour le Timor oriental, car elles estiment que c'est la seule façon de réparer les graves violations des droits fondamentaux des Timorais orientaux et le mépris le plus total du droit international humanitaire. L'Indonésie n'a pas jugé les coupables, pas plus qu'elle n'a appliqué la recommandation du Conseil de sécurité d'instaurer un processus légal rapide, large, efficace et transparent, conforme aux normes internationales de justice et aux garanties de procédure. La Fédération exhorte le Comité spécial, l'Assemblée générale et l'ensemble de la communauté internationale à appuyer la création du

tribunal international, car tant qu'ils n'auront pas été jugés pour les crimes commis au Timor oriental, les militaires et les fonctionnaires civils indonésiens et les chefs des milices continueront de perpétrer des crimes contre les Timorais orientaux se trouvant au Timor occidental, et tant qu'un processus légal transparent et efficace n'aura pas été instauré, la pleine réconciliation entre les Timorais orientaux qui ont appuyé l'intégration et ceux qui ont voté pour l'indépendance ne sera pas possible. En outre, certains éléments de l'armée indonésienne se conduisent envers la population d'Aceh, Papua et Maluku comme ils l'ont fait envers les Timorais orientaux. Dans ces circonstances, la fermeté de la communauté internationale aiderait le Gouvernement de l'Indonésie à leur imposer son autorité.

32. Les Nations Unies, en particulier les États membres du Conseil de sécurité, sont également responsables – par complicité ou par indifférence jusqu'à l'an dernier – des crimes commis entre 1975 et 1999 au Timor oriental. La Fédération exhorte les gouvernements de tous les pays à appuyer la création d'un tribunal international et à apporter des fonds au Timor oriental à titre d'indemnisation de fait pour que les habitants de ce pays puissent se remettre de 24 ans d'occupation brutale qui ont débouché sur deux semaines de destruction systématique.

33. À l'occasion de la commémoration de l'indépendance des États-Unis, les Timorais orientaux ont organisé une manifestation pacifique devant la Mission des États-Unis à Dili. Les manifestants ont exigé que les faits historiques soient évalués objectivement et demandé à Washington de s'excuser auprès du peuple timorais pour la complicité des États-Unis dans la mort, la souffrance et la destruction causées pendant l'invasion et l'occupation indonésiennes. La Fédération se fait l'écho de cette demande, qu'elle étend aux autres grandes puissances membres des Nations Unies qui, jusqu'à l'an dernier, n'avaient pas pris les mesures nécessaires pour que le peuple du Timor oriental puisse déterminer son propre avenir politique. La Fédération remercie le Comité spécial de l'action menée durant des années pour résoudre la question du Timor oriental et, cette rencontre étant peut-être la dernière à entendre des pétitions, elle exprime l'espoir que le Comité use de son influence pour que puissent être résolus les problèmes qui viennent d'être évoqués.

34. L'actuelle période de transition pourrait être l'occasion pour les Nations Unies de se racheter de l'échec de son action de plusieurs décennies au Timor oriental. Toutefois, par manque de sensibilité et d'une ferme volonté de promouvoir la démocratie, la transparence et la responsabilité, elles ne semblent pas vouloir tirer pas profit de cette occasion.

35. *M. Scheiner se retire.*

36. *Sur invitation du Président, le Frère Harding (Institut catholique pour les relations internationales) prend place à la table des pétitionnaires.*

37. **Le Frère Harding** (Institut catholique pour les relations internationales), après avoir rappelé l'évolution des événements au Timor oriental depuis l'examen de la question l'année précédente (scrutin en faveur de l'autodétermination, supervision par les Nations Unies du processus de transition vers l'indépendance, violence provoquée par certains éléments partisans de l'annexion) et félicité les Timorais orientaux pour le courage et la ténacité dont ils ont fait preuve pendant les 24 ans qui ont abouti à la consultation populaire, et les parties au conflit pour leur disposition à négocier, signale qu'il importe que la communauté internationale continue d'appuyer le Timor oriental, compte tenu des difficultés qui ne manqueront pas de surgir pendant la phase qui vient de s'ouvrir.

38. Lors de la récente réunion des bailleurs de fonds tenue à Lisbonne, les Timorais orientaux et les organisations non gouvernementales ont demandé que l'UNTAET appuie une stratégie cohérente propre à assurer une transition sans heurts à l'aide au développement à la formulation de laquelle sera associé le peuple timorais.

39. L'Institut souhaite préconiser qu'il soit tenu compte en particulier des femmes du Timor oriental, afin de compenser l'oppression qu'elles ont subie pendant la période coloniale et la discrimination fondée sur le sexe dont elles ont fait l'objet au sein de leur propre société. Lorsqu'a éclaté la violence, en septembre 1999, les femmes ont contribué à maintenir la cohésion sociale; elles ont dirigé l'organisation communautaire; et documenté les violations des droits de l'homme.

40. Pendant le premier congrès de femmes du Timor oriental tenu du 14 au 17 juin 2000, quelque 700 femmes ont élaboré un programme d'action,

inspiré en partie du Programme d'action de Beijing, pour promouvoir une plus grande égalité entre les sexes et, réaffirmant les principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant, elles ont demandé que le Timor oriental adhère à ces instruments lorsqu'il accèdera à l'indépendance.

41. Les femmes du Timor oriental aspirent en particulier à ce que l'UNTAET et le gouvernement qui sera formé à l'issue de la période de transition affectent des ressources suffisantes pour promouvoir les progrès de la femme. Elles demandent également que soit créé un tribunal international pour juger les criminels de guerre et que la nouvelle législation protège les femmes qui dénoncent des viols et autres délits sexuels.

42. D'une façon générale, les femmes sont préoccupées par la culture de violence qui prévaut au Timor oriental, qui reste liée à l'absence de protection au sein de la famille. Le Gouvernement et la communauté doivent ensemble appuyer et aider les groupes vulnérables, tels que les veuves, les orphelins, les handicapés, les personnes ayant survécu à des actes de violence et les personnes âgées.

43. Dans le programme d'action, les femmes du Timor oriental préconisent une société démocratique, indépendante, critique et équitable, dotée d'institutions représentatives qui écoutent leur voix et d'une constitution qui protège leurs droits, dans le cadre d'un processus de renforcement de la culture autochtone où les hommes participent également à l'édification d'une société juste.

44. L'Institut lance un appel à l'UNTAET ainsi qu'au Conseil national de la Résistance et aux autres organes politiques du Timor oriental pour qu'ils adoptent une perspective sexospécifique, qu'ils écoutent les femmes du Timor oriental, qu'ils les aident à accéder aux ressources financières et autres et qu'ils répondent avec souplesse à leurs besoins.

45. *Le Frère Harding se retire.*

46. *Sur invitation du Président, M. Fitzgerald (Commission pour les droits du peuple Maubere) prend place à la table des pétitionnaires.*

47. **M. Fitzgerald** (Commission pour les droits du peuple Maubere) estime que, pendant la transition, les

Nations Unis devraient établir les conditions minimums nécessaires pour que les Timorais progressent vers la création d'une nation viable. L'UNTAET doit veiller à ce que ses opérations soient menées avec souplesse et dans un délai limité, conformément aux besoins et aux aspirations de la population. Alors qu'ils s'acheminent vers l'indépendance, les Timorais se heurtent à de graves obstacles et doivent compter sur l'aide de la communauté internationale pour les surmonter. Les problèmes les plus évidents sont le déplacement de vastes segments de la population et les dommages matériels considérables.

48. Entre 250 000 et 280 000 Timorais, soit environ un tiers de la population totale, ont été déplacés et se sont réfugiés dans des camps en territoire indonésien. Bien que 165 160 d'entre eux soient retournés au Timor oriental, entre 90 000 et 120 000 vivent encore dans des conditions infrahumaines au Timor occidental, surveillés par des milices partisans pro-indonésiennes. Une bonne partie des personnes déplacées travaillaient dans l'administration publique indonésienne au Timor oriental. L'existence de colonies d'exilés (15 % de la population du Timor oriental) pourrait constituer un facteur de déstabilisation à moyen et à long terme, et il importe donc de traiter cette question en urgence. La communauté internationale se doit de continuer d'insister pour que les milices soient désarmées et retirées des camps de réfugiés. Pour éviter les essais de déstabilisation des milices et de l'armée indonésienne, il convient de renforcer les institutions civiles et démocratiques de l'Indonésie. C'est à elles que la communauté internationale doit prêter assistance et non pas aux forces armées, comme c'était le cas du temps du Président Suharto. La mise en jugement des responsables des mauvais traitements infligés au Timor oriental est aussi indispensable à un changement en Indonésie et à la stabilité de la région.

49. Il est regrettable que l'aide financière promise par la communauté internationale, d'un montant de 522 millions de dollars, ne se soit pas encore concrétisée, car cela mine l'action de l'UNTAET et la stabilité au Timor oriental, où quelque 80 % de la population sont au chômage.

50. Il incombe aux ex-employeurs de reconnaître les droits légitimes acquis par les Timorais à la retraite et à d'autres prestations, que les bénéficiaires vivent ou non en Indonésie. Toutefois, compte tenu des difficultés

auxquelles se heurte actuellement l'Indonésie, il conviendrait que la communauté internationale s'occupe de cette question et formule des propositions dans un délai raisonnable. Par ailleurs, il faut restituer au peuple timorais les biens patrimoniaux du Timor oriental (archives, objets présentant un intérêt historique ou culturel, entre autres) qui sont un élément important de l'identité du pays et qui ont été retirés de son territoire par l'armée indonésienne.

51. *M. Fitzgerald se retire.*

52. *Sur invitation du Président, M^{me} Ramos (Plateforme internationale des juristes pour le Timor oriental) prend place à la table des pétitionnaires.*

53. **M^{me} Ramos** (Plateforme internationale des juristes pour le Timor oriental) estime que le Comité et d'autres organes des Nations Unies, tels que l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme et le Conseil de sécurité, doivent continuer de suivre la question du Timor oriental et que les Nations Unies auraient pu éviter les événements déplorables qui se sont produits après la consultation. Elle n'a pas le moindre doute que l'Indonésie aurait pu maîtriser les milices et veiller à la sécurité et à l'intégrité physique de toute la population.

54. La paix et la réconciliation ne seront possibles que si justice est faite, s'il est mis fin à l'impunité, dans le respect du droit à l'autodétermination et à l'égalité des peuples. L'Indonésie a la responsabilité de traduire en justice tous ceux qui ont commis les massacres et les actes de répression qui ont causé la mort de 200 000 personnes sur une population d'environ 800 000. Il est préoccupant que ne soient pas tenus des procès impartiaux et qu'au lieu de condamner les auteurs de violations des droits de l'homme, ces individus soient amnistiés. Il appartient à l'Assemblée générale d'analyser la situation au Timor oriental et d'examiner la possibilité d'établir un tribunal international. Pour amorcer le processus de réconciliation, les Nations Unies doivent exiger de l'Indonésie le rapatriement immédiat des réfugiés timorais qui se trouvent dans des camps au Timor occidental et exiger l'accès aux personnes déplacées qui se trouvent en territoire indonésien et la libre distribution d'aide humanitaire dans ces camps. Par ailleurs, les Nations Unies doivent montrer qu'elles défendent le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) et accorder à la délégation du Timor oriental le

statut d'observateur pendant la période de reconstruction.

55. L'un des problèmes les plus graves tient au fait que l'aide internationale promise ne se matérialise pas. À la conférence des bailleurs de fonds tenue à Tokyo, la communauté internationale s'était engagée à fournir 523 millions de dollars qui n'ont toujours pas été décaissés. En outre, l'UNTAET n'a pas les ressources nécessaires pour exécuter son mandat et a besoin d'un budget réaliste pour accomplir la tâche difficile de reconstruction d'une nation à partir de rien. Les Nations Unies doivent exiger une indemnisation économique pour les actes de destruction commis au Timor oriental et appuyer la proposition que le processus de transition associe un plus grand nombre de ressortissants timorais aux progrès économiques et à la reconstruction et réponde aux besoins des FALINTIL. Les Nations Unies doivent garantir que soient annulés tous les traités signés par l'Indonésie comme, par exemple, le traité avec l'Australie, par lesquels se trouvent engagées l'intégrité nationale et les ressources naturelles du Timor oriental, et qu'ils soient renégo-ciés avec les représentants légitimes du peuple timorais.

56. En conclusion, la communauté internationale, les gouvernements et les organisations non gouvernementales ont le devoir d'exiger, non seulement de l'Indonésie, mais aussi des États membres, qu'ils veillent au processus de décolonisation et d'indépendance du Timor, car l'autodétermination des peuples est l'un des principes sur lesquels sont fondées les Nations Unies.

57. *M^{me} Ramos se retire.*

58. *Sur invitation du Président, M. Miclat (Coalition Asie-Pacifique pour le Timor oriental) prend place à la table des pétitionnaires.*

59. **M. Miclat** (Coalition Asie-Pacifique pour le Timor oriental) déplore que malgré l'indépendance nominale du Timor oriental, il reste encore des questions urgentes à résoudre. Il y a environ 120 000 réfugiés dans toute l'Indonésie, qui ont été pratiquement oubliés. Le peuple du Timor oriental ne connaîtra jamais une paix durable si 15 % de sa population se trouvent enfermés dans des camps en Indonésie. Les réfugiés doivent pouvoir retourner librement et sans crainte dans leur pays. Il importe que les Nations Unies emploient tous les moyens dont elles disposent pour atteindre cet objectif.

60. Les Nations Unies doivent également veiller à ce que soient traduits en justice les responsables des actes de violence commis au Timor oriental durant ces 24 dernières années d'occupation illégale, ainsi que pendant et après le référendum. Il faudrait établir un tribunal international à titre d'avertissement pour les tyrans et pour panser les blessures des Timorais.

61. Quant à la participation des Timorais à l'actuel gouvernement de transition, la Coalition se félicite des mesures prises par l'UNTAET pour accélérer le processus de « Timorisation » des centres administratifs. C'est là une décision positive que pourrait renforcer la participation des femmes et d'autres parties intéressées. La décentralisation, la participation des femmes et des dirigeants politiques timorais, tels que Xanana Gusmão et José Ramos Horta, sont des questions à envisager.

62. Par ailleurs, les Nations Unies, de concert ou en collaboration avec les Timorais, doivent se pencher sur la question de la double économie, selon laquelle les étrangers perçoivent des salaires élevés et mènent une vie de richesse tandis que la population locale se trouve appauvrie et marginalisée. À ce propos, il convient de promouvoir le développement agricole et rural et de pourvoir aux besoins de la population des zones rurales. L'assistance humanitaire doit se poursuivre, et il faut accorder des subventions au lieu de prêts afin que le nouveau pays ne s'endette pas. L'aide au développement doit être fondée sur les principes de la défense des droits de l'homme, de la justice, de la consolidation de la paix et de la réconciliation.

63. Il faut donner la priorité aux besoins des femmes et des enfants. Les Nations Unies peuvent jouer un rôle décisif dans la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes. En outre, elles doivent s'occuper d'urgence des milliers d'orphelins timorais et d'enfants traumatisés.

64. Par ailleurs, les Nations Unies doivent concevoir des programmes et des mécanismes viables pour la conservation et la protection des ressources naturelles.

65. Les Nations Unies ne doivent pas laisser passer l'occasion qui leur est donnée de faire en sorte que le Timor oriental occupe la place qui lui revient dans la communauté des nations et doivent s'employer à promouvoir la démocratie et le pluralisme et à permettre à la population de prendre en mains sa propre destinée.

66. *M. Miclat se retire.*

67. *Sur invitation du Président, M. Ananthan (Volontaires pour la solidarité internationale) prend place à la table des pétitionnaires.*

68. **M. Ananthan** (Volontaires pour la solidarité internationale) rappelle que le Timor oriental s'est libéré récemment du brutal régime indonésien qui, sous le Président Suharto, a commis durant plus de 20 ans d'épouvantables atrocités. En même temps, l'histoire révèle que le Gouvernement des États-Unis est également responsable des crimes commis contre le peuple du Timor oriental. En effet, en 1975, Henry Kissinger, lauréat du Prix Nobel de la paix et Secrétaire d'État des États-Unis sous la présidence de Gerald Ford, a entrepris la vente des armes avec lesquelles plus de 200 000 personnes ont été tuées au cours de ces 24 années. La atrocités se sont poursuivies sous les Présidences de Ronald Reagan et de Bill Clinton, jusqu'en 1999. Cet appui militaire et financier continu a permis l'annihilation d'un tiers de la population du Timor oriental.

69. Au fil des années, les Timorais orientaux, bien que soumis à la domination de puissances étrangères, ont montré qu'ils avaient leur propre culture et leur propre identité, un ordre social stable fondé sur les collectivités locales et une tradition de cohésion qui leur a permis de maintenir leurs pratiques sociales et culturelles autochtones.

70. La lutte pour se libérer du régime oppresseur indonésien a finalement débouché sur la tenue, en août 1999, du référendum auquel ont participé 98 % de la population. Du fait de cette consultation, le Timor oriental est aujourd'hui une nation libre, malgré la persistance de difficultés et d'injustices sociales et économiques. Par ailleurs, plus de 100 000 réfugiés qui avaient fui au Timor occidental en 1999 attendent encore de pouvoir retourner sur leur terre natale.

71. Malgré l'assistance financière des Nations Unies, le Timor oriental souffre encore d'un taux d'analphabétisme de 90 %, d'un niveau élevé de chômage et de problèmes généralisés dans le domaine de la santé. La population locale, qui a grand besoin de ressources pour reconstruire la société, doit participer totalement à l'élaboration et à l'exécution des programmes pertinents.

72. D'autre part, il importe que la communauté internationale comprenne l'histoire du colonialisme du

Timor oriental afin qu'elle puisse redresser les injustices commises par les entreprises multinationales. Pour toutes ces raisons, l'orateur lance un appel aux Nations Unies pour qu'elles apportent une aide plus massive afin de promouvoir la croissance sociale et économique et le développement du Timor oriental, de protéger le territoire des invasions et des attaques des pays voisins et de maintenir la sécurité interne nécessaire pour que le peuple puisse vivre en paix. L'aide des Nations Unies devrait viser la réalisation des objectifs suivants : la reconnaissance des droits des travailleurs; le recouvrement de leur dignité par les citoyens; l'établissement d'un salaire minimum pour améliorer la qualité de vie; la mise en place d'un système de rémunérations maximums pour contrôler la cupidité de certains chefs d'entreprise; et l'instauration de programmes d'éducation et de soins de santé gratuits pour tous les citoyens.

73. L'organisation Volontaires pour la solidarité internationale demande aux Nations Unies qu'en décidant d'aider le Timor oriental, elles veillent à ce que cette aide soit régie par les principes humanitaires et ne cède pas aux influences des superpuissances qui manipulent et exploitent les pays faibles pour en tirer un avantage financier. La reconstruction et le développement du Timor oriental doivent avoir pour objet la satisfaction des besoins du peuple de cette jeune nation qui a opté pour un régime démocratique. Elle demande aussi aux Nations Unies de transférer le plus vite possible l'administration civile et politique du pays au peuple du Timor oriental.

74. *M. Ananthan se retire.*

75. *Sur invitation du Président, M. Minson (Comité suédois pour le Timor oriental) prend place à la table des pétitionnaires.*

76. **M. Minson** (Comité suédois pour le Timor oriental) se félicite du rôle que jouent les Nations Unies dans le processus de décolonisation du Timor oriental. Le legs de la brutale occupation indonésienne et les séquelles des actes de violence qui ont suivi la consultation populaire d'août 1999 ne sont pas près de s'effacer. C'est pourquoi il faut soutenir la consolidation de la nouvelle nation; avant tout, il faut faire la lumière sur les atrocités commises en 1999 (et entre 1975 et 1998, voire au delà); et veiller au rapatriement des quelque 100 000 réfugiés du Timor oriental qui demeurent encore au Timor occidental. En même temps, la création d'un tribunal en Indonésie

pour juger les responsables de la répression exercée en 1999 favorisera le processus de démocratisation du pays. La reconnaissance de ce tribunal par la communauté internationale garantirait l'impartialité de ses juges.

77. Le Gouvernement de la Suède, qui a condamné les atrocités commises en 1999 et préconisé la prorogation de l'embargo imposé par l'Union européenne sur les livraisons d'armes à l'Indonésie, a offert au Timor oriental une aide d'urgence et une aide au développement, après le référendum de 1999. La communauté internationale, pour sa part, doit apporter son appui au processus d'édification de la nouvelle nation du Timor oriental.

78. *M. Minson se retire.*

79. *Sur invitation du Président, M. Castanheira (Parti socialiste portugais) prend place à la table des pétitionnaires.*

80. **M. Castanheira** (Parti socialiste portugais) déclare que le Timor oriental est un territoire apparemment libre et à mi-chemin vers la pleine autodétermination, car il souffre encore de conditions d'instabilité politique, économique et sociale. Le redressement du Timor oriental dépend des garanties qui seront données du respect absolu des droits de l'homme et de l'exécution des engagements pris après la reconnaissance de l'indépendance et de la liberté de cette nation.

81. Après 25 années de destruction humaine et culturelle, l'indépendance du Timor oriental, arrachée au prix de 300 000 vies humaines et d'énormes pertes en logements et infrastructure de services publics, demande que l'on tienne compte également du coût de la survie. L'énormité de l'effort de reconstruction du Timor oriental incombe non seulement aux Timorais, mais aussi à la communauté internationale et aux Nations Unies. Pour leur part, les Timorais devront redonner la preuve de leur adhésion à la cause de la liberté, par delà la lutte politique, ce qui nécessitera que se fasse l'unité nationale sur un projet de développement économique et social. Pour sa part, la communauté internationale aura l'occasion d'apporter son appui au processus de reconstruction du pays. Alors même que, dans les instances internationales, on analyse les effets défavorables de la mondialisation, la question du Timor oriental pourrait servir de modèle d'action à l'appui des peuples dont la survie se trouve menacée. La communauté internationale doit créer des

modèles efficaces de développement partagé et solidaire. À cet égard, les Nations Unies, chargées de l'administration du territoire, se sont érigées en l'un des piliers du développement, et leur action au Timor oriental pourrait avoir des répercussions décisives sur l'image que l'Organisation projette dans le monde.

82. Concrètement, le processus de transition proprement dit exige une série de mesures, telles que la préparation et la formation des militaires des Forces armées de libération nationale du Timor oriental (FALINTIL), pour qu'ils puissent devenir une force nationale moderne et opérationnelle qui, dans un premier temps, s'intégrerait aux contingents policiers et militaires internationaux déployés sur le territoire; le respect des promesses généreuses d'aide financière, afin de lancer le processus de reconstruction du pays et de créer un marché du travail et une main d'œuvre productive; la recherche de solutions aux problèmes que pose l'exécution des projets de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, qui nécessite un apport continu de ressources de la part des pays donateurs et qui exige que l'on suive de près la réunion du Groupe des 7 à Okinawa, dans l'espoir de tirer profit du succès relatif de la réunion des bailleurs de fonds tenue à Lisbonne; la participation prochaine des Timorais à la gestion et l'administration de leur propre « maison », ainsi que la création des conditions nécessaires à leur pleine autodétermination, afin qu'ils puissent assumer véritablement et sans tarder leur propre gouvernance; et la fin des difficultés techniques et du manque de connaissances des Timorais, par une action tendant à les encourager à investir dans leurs propres produits et dans les domaines leur offrant les meilleures perspectives économiques. Par ailleurs, étant donné que les dirigeants timorais ont réaffirmé leur choix du portugais comme langue officielle du Timor oriental, il serait important que les Nations Unies engagent des fonctionnaires administratifs et techniques parlant cette langue.

83. Dans un autre domaine, il faut résoudre sans tarder le problème des réfugiés timorais, qui vivent dans des conditions infrahumaines. La suspension de l'aide humanitaire et le report du rapatriement des réfugiés relancerait les courants opposés à l'indépendance. Les Nations Unies doivent conjuguer leurs efforts avec ceux des organisations non gouvernementales et du Gouvernement de l'Indonésie pour jeter les bases du retour de ces réfugiés et leur intégration sociale et économique immédiate. Cela dit,

ce retour doit reposer sur l'acceptation de certains principes fondamentaux : tous les réfugiés devront reconnaître le statut de nation indépendant au Timor oriental; tous ceux qui ont commis des crimes devront être traduits en justice, afin de consolider la légalité; et ils devront s'excuser publiquement pour avoir collaboré à la destruction du territoire au lendemain du référendum.

84. Pour sa part, le Portugal, qui a épousé la cause du Timor oriental, a trouvé dans cette nation un exemple d'attachement à la liberté.

85. *M. Castanheira se retire.*

86. *Sur invitation du Président, M^{me} Carrascalão (Parti social démocrate du Portugal) prend place à la table des pétitionnaires.*

87. **M^{me} Carrascalão** (Parti social démocrate du Portugal), d'origine lusotimoraise, estime qu'elle a une responsabilité supplémentaire à aborder la question du Timor oriental devant le Comité et déclare que pour que le processus de décolonisation du Timor oriental puisse être scellé une fois pour toutes, il faut que la communauté internationale soit prête à participer activement à la définition du destin de cette nouvelle nation. Malgré de nombreux signes encourageants, il faut résoudre plusieurs problèmes pressants, tels que ceux des relations entre l'UNTAET et les Timorais, de la dégradation des conditions sociales, de la situation des FALINTIL et de la définition de la propriété privée.

88. Bien que les rapports entre l'UNTAET et les Timorais se soient légèrement améliorés, les gouvernants et les gouvernés doivent poursuivre ensemble un objectif commun. La dégradation des conditions sociales est due en partie à l'exclusion de la population, aggravée par l'absence de travail et de moyens de subsistance. Les FALINTIL, qui ont joué un rôle décisif dans le processus d'autodétermination du peuple du Timor oriental, méritent un traitement spécial et devraient former le noyau des forces armées du nouvel État. Ce processus doit être lancé immédiatement.

89. L'oratrice espère que la communauté internationale, qui a agi très rapidement en septembre 1999, continuera de s'intéresser à la situation du Timor oriental, et suit de près les événements. Par ailleurs, elle lance un appel aux Nations Unies et au Secrétaire général pour qu'il ne permette pas qu'une force

étrangère quelconque intervienne dans le processus de consolidation de l'État qui doit se dérouler conformément au projet des fondateurs de cette nouvelle nation.

90. *M^{me} Carrascalão se retire.*

91. *Sur invitation du Président, M. Anacoreta Correia (Parti populaire du Portugal) prend place à la table des pétitionnaires.*

92. **M. Anacoreta Correia** (Parti populaire du Portugal), après avoir exprimé sa gratitude au Comité spécial pour son action en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples opprimés, précise qu'au mois d'avril, la Commission parlementaire de suivi de la situation au Timor oriental, qu'il préside, a visité le territoire afin de vérifier sur place l'évolution de la situation, d'exprimer aux Timorais la solidarité du peuple portugais et d'établir un rapport à l'intention des parlementaires et des organismes nationaux et internationaux qui s'intéressent à la question.

93. La délégation s'est réunie à Dili et dans d'autres localités avec des représentants de l'UNTAET et de la population, ainsi qu'avec des diplomates, des coopérants et d'autres Portugais présents au Timor. La mission a constaté que la destruction systématique et généralisée de tout ce qui existait sur le territoire, preuve que les responsables étaient convaincus d'agir impunément, a eu de profondes répercussions psychologiques sur la population. Le maigre pouvoir d'achat, les prix élevés des marchandises et un taux de chômage particulièrement élevé ont accentué les tensions sociales, au point que le système de sécurité présente des lacunes flagrantes, notamment le manque de surveillance de la frontière maritime, ce qui fait craindre d'éventuelles incursions de milices armées. L'administration n'a pas toujours le contrôle des événements et les Timorais n'y sont pas suffisamment représentés; quant au Conseil consultatif national, il est loin de fonctionner comme un parlement. L'élaboration du statut des Forces armées de libération nationale du Timor oriental (FALINTIL), qui devraient former le noyau des futures forces armées du Timor, a été retardée. Dans ces circonstances, l'église catholique, soutien moral de la population dans les moments les plus difficiles, ne cache pas son inquiétude devant le risque de défaillance de l'aide internationale.

94. La situation évolue très rapidement, et il faut aider le Timor à prendre une série de mesures

d'urgence, telles que la fixation des délais de séjour des Nations Unies sur le territoire et les actions qu'il leur faut entreprendre en priorité; l'élaboration d'urgence du statut des FALINTIL, afin d'éviter que des conditions matérielles et humaines intenable ne minent leur cohésion; la cessation de l'appui aux milices, de leurs incursions armées et de l'introduction d'armes au Timor oriental; l'établissement de couloirs d'accès à l'enclave d'Oecussi; le règlement des problèmes des personnes réfugiées au Timor occidental; la définition et la confirmation des droits de propriété; l'organisation de l'administration de la justice; et la mise en place sans délai de programmes efficaces de lutte contre la tuberculose et le paludisme.

95. Il est toujours difficile de passer d'une aide humanitaire d'urgence à la reconstruction. Il est donc important que les donateurs se rendent compte que tout retard dans le versement des contributions promises peut mettre en péril les résultats obtenus et que les modalités de l'aide internationale doivent être souples. Comme le Timor oriental ne dispose pas de revenus suffisants pour financer sa reconstruction et son développement, il restera longtemps tributaire de la générosité des donateurs extérieurs. La communauté internationale doit répondre avec rapidité, souplesse et générosité par son aide jusqu'à ce que le Timor accède à l'autosuffisance.

96. *M^{me} Anacoreta Correia se retire.*

97. *Sur invitation du Président, M. Soares (Parti communiste portugais) prend place à la table des pétitionnaires.*

98. **M. Soares** (Parti communiste portugais) souligne l'importance de l'action menée par le Comité, surtout lorsque la question du Timor oriental ne figurait pas parmi les priorités de la communauté internationale, et ajoute que cette action est toujours importante aujourd'hui et le restera dans le proche avenir. Le peuple du Timor oriental est décidé à reconstruire le pays et à y instaurer la stabilité. Pour ce faire, il lui faut développer son activité économique et créer une véritable économie, ce qui exige l'extension de l'aide internationale. En effet, le Timor oriental a subi une totale destruction; tout doit y être reconstruit, et cela ne se fera pas en cinq ans.

99. C'est pourquoi il importe de dynamiser l'effort de reconstruction du pays en même temps que ses principales institutions et structures. Le retard général subi par la recherche de solutions à ces problèmes,

imputé à l'UNTAET, est source d'inquiétude, d'autant plus qu'il n'y a pas de doute que certains de ces problèmes pourraient être résolus avec une participation accrue des Timorais à l'administration. Il est particulièrement important de garantir de façon décisive la participation des Timorais à la définition des principes et à l'organisation économique, sociale et politique de leur futur pays indépendant. Les principales décisions, telles que celles concernant la monnaie, la langue officielle, la sécurité ou les forces armées, incombent exclusivement aux Timorais et ne sauraient être subordonnées à des normes ou à des situations préétablies. Il convient d'accorder une attention particulière à la situation des FALINTIL, ainsi qu'à la définition de leur statut à venir. Il importe en outre de définir les normes applicables aux prochaines élections et leur calendrier, de même que les activités ordinaires des partis politiques. Les Timorais estiment que l'édification du pays est une tâche aussi difficile que celle de la résistance. Les Nations Unies ont joué un rôle décisif dans la création de la situation actuelle et ne sauraient jouer un rôle moins déterminant à l'avenir.

100. *M. Soares se retire.*

101. *Sur invitation du Président, M. Miller (Réseau d'action du Timor oriental) prend place à la table des pétitionnaires.*

102. **M. Miller** (Réseau d'action du Timor oriental) rappelle que son organisation figure parmi les pétitionnaires du Comité depuis 1992 et déclare qu'elle a accueilli avec satisfaction le fait que ses efforts aient contribué à inciter les États-Unis à remplacer leur politique d'armement et d'entraînement des militaires indonésiens par une politique de soutien aux droits du Timor oriental. Elle se félicite également que l'Indonésie ait autorisé l'élection du 30 août 1999 organisée par les Nations Unies où le peuple du Timor oriental s'est prononcé à une majorité écrasante en faveur de l'indépendance, après avoir été victime d'actes d'une violence inusitée qui ont forcé des centaines de milliers de personnes à fuir leurs foyers et fait, entre autres, un nombre encore indéterminé de morts.

103. Les Nations Unies sont censées préparer le territoire pour l'indépendance. Ainsi, malgré certains facteurs tels que l'arrogance et l'incompétence administrative, l'UNTAET a mis en marche récemment un processus visant à assurer l'administration du

territoire en collaboration avec le peuple du Timor oriental. Il y a lieu d'espérer que le Comité et les États membres suivront de près l'action des Nations Unies et que, le cas échéant, ils critiqueront le travail de supervision de la reconstruction du Timor oriental accompli par l'UNTAET. Pour sa part, le Réseau d'action du Timor oriental tiendra son engagement envers le pays et continuera de faire pression sur le Congrès et le Gouvernement des États-Unis pour qu'ils jouent également un rôle positif à cet égard.

104. Le Timor oriental ne sera vraiment une nation que lorsqu'il sera permis aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers. D'après les constatations de la mission d'enquête coordonnée par le Réseau d'action du Timor oriental au printemps passé dans les camps du Timor occidental, le rapatriement se trouve entravé par le climat d'intimidation créé par certains éléments des forces armées indonésiennes (TNI) et les milices qui s'opposent à l'indépendance et par les fausses informations que celles-ci diffusent au sujet des conditions de vie déplorables au Timor oriental et des abus que commettent les forces internationales présentes sur le territoire. En outre, le fait que la sécurité et la protection du personnel des organisations internationales d'aide ont été confiées à la police et à l'armée indonésiennes ne permet pas aux réfugiés de parler librement. S'il est vrai que la tension qui monte entre certains réfugiés et la population locale pourrait inciter le Gouvernement de l'Indonésie à résoudre le problème des réfugiés, les intérêts de certains éléments des forces de sécurité limitent son action. Le rapatriement ne pourra s'accélérer que si l'on arrête les chefs des milices et si l'on met un terme au contrôle que celles-ci exercent sur les camps.

105. Bien que la sécurité se soit améliorée au Timor oriental, les milices poursuivent encore leurs incursions dans le territoire. Si l'on ne prend pas de mesures concrètes pour forcer ces éléments à quitter le Timor oriental et pour les traduire en justice, il se peut que dans deux ou trois ans, lorsque les forces de maintien de la paix des Nations Unies se retireront, les milices reprennent leurs attaques. Le meilleur moyen de créer des conditions propices au retour des réfugiés et de garantir la sécurité du Timor oriental est de continuer à exercer une pression sur les militaires indonésiens et de juger les présumés responsables de la violence de l'an dernier.

106. Compte tenu du fait que la répression des crimes commis au Timor oriental incombe à la communauté

internationale et conformément au désir des Timorais orientaux et à la recommandation de la Commission internationale d'enquête sur ces crimes, il conviendrait de créer un tribunal international qui ait à connaître non seulement des actes commis avant et après la consultation populaire, mais aussi des actes de violence perpétrés sur le Territoire depuis 1975. En condamnant les responsables, on neutralisera les militaires, les chefs des milices et les dirigeants indonésiens et timorais les plus soucieux de continuer à menacer le Timor oriental.

107. La question du Timor oriental est importante pour les États-Unis qui, comme l'a souligné la semaine dernière l'Ambassadeur Holbrooke au Conseil de sécurité, soutiennent l'exigence des habitants du territoire de voir s'accélérer le passage à l'indépendance. Outre sa contribution directe à la reconstruction du Territoire, le Gouvernement a rompu le 9 septembre dernier les liens militaires avec l'Indonésie et quelques mois plus tard, le Congrès a voté une loi qui subordonne le rétablissement de ces liens à certaines conditions telles que le retour des réfugiés, l'obligation de rendre des comptes sur les crimes commis en Indonésie et au Timor oriental et la pleine coopération de l'Indonésie avec l'UNTAET. Ces restrictions, qu'il est prévu de proroger, et d'autres lois similaires que le Congrès prévoit d'adopter, permettront de renforcer la position des autorités indonésiennes qui souhaitent subordonner les forces armées au pouvoir civil.

108. Il a été dit que la réforme des forces armées et la mise en jugement des auteurs des crimes commis au Timor oriental était une question interne à l'Indonésie. Il est démontré que l'appui extérieur aux militaires indonésiens ne fait que renforcer ses pires inclinations. Il serait contraire à l'effet recherché que les Membres des Nations Unies appuient les forces armées indonésiennes qui, pendant 25 années, se sont opposées avec acharnement à l'autodétermination des Timorais orientaux. L'Indonésie ne deviendra un pays véritablement démocratique que si elle honore des accords négociés avec un Timor oriental indépendant, de manière à favoriser une authentique réconciliation entre les peuples des deux pays.

109. Enfin, l'auteur exhorte le Comité spécial à ne pas détourner son attention des problèmes qui s'opposent à l'indépendance du Territoire et la communauté internationale à maintenir son appui au Timor oriental

pendant sa transformation en pays indépendant, de manière à garantir l'instauration d'une paix définitive.

110. *M. Miller se retire.*

111. **Le Président** assure les personnes présentes que, malgré l'impression de certains que le Comité ne fait pas ce qu'il devrait, celui-ci est pleinement conscient des problèmes qui se posent et s'efforce de les résoudre selon ses méthodes de travail.

112. **M. Thayeb** (Indonésie), exerçant le droit de réponse et soucieux de rectifier certaines inexactitudes formulées quant au rôle de l'Indonésie au Timor oriental et de rendre compte au Comité de la situation sur le terrain, déclare qu'il préfère se concentrer sur l'avenir plutôt que de revenir sur le passé. Il explique, par exemple, qu'après le succès de la consultation populaire et malgré les énormes écueils qui demeurent, l'Indonésie a respecté strictement les engagements pris aux termes des Accords du 5 mai, s'est efforcée d'agir conformément aux résultats du scrutin qui déroge aux lois constitutionnelles en vigueur et a facilité l'action menée par l'UNTAET en application des résolutions du Conseil de sécurité. En outre, elle a apporté son appui afin d'assurer le bien-être des Timorais orientaux et, malgré la grave crise économique dans laquelle elle était plongée, elle a fourni une aide financière aux réfugiés du Nusa Tenggara oriental.

113. En ce qui concerne la sécurité, l'orateur déplore l'incident qui a incité le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCR) à suspendre ses activités dans trois camps de réfugiés, mais rappelle que la violence a été rapidement maîtrisée et n'a porté préjudice à aucun fonctionnaire des Nations Unies. Par la suite, après la conclusion d'un accord sur l'application de mesures de sécurité avec le Gouverneur du Nusa Tenggara oriental et plusieurs dirigeants des réfugiés, le HCR a repris son action dans les camps.

114. Le fait que, depuis octobre 1999, quelque 165 000 réfugiés sont rentrés au Timor oriental prouve que les accusations selon lesquelles on les empêche de retourner chez eux sont dénuées de fondement. Cela vaut également pour les conditions de vie : les autorités centrales comme celles de la province, qui est l'une des plus pauvres du pays, se sont soucies du bien-être des réfugiés. En mai, lorsque se sont produites les inondations qui ont ravagé une partie de la province, l'état d'urgence a été immédiatement déclaré pour

faciliter l'envoi de secours aux sinistrés avec la collaboration d'organisations humanitaires.

115. L'Indonésie est pleinement conscient de la complexité du problème des réfugiés. D'une part, la préoccupation justifiée par l'avenir incertain qui les attend au Timor oriental (pénurie d'aliments et de services essentiels, absence de sources d'emploi) a retardé le processus de rapatriement; d'autre part, les efforts opiniâtres que déploient les organisations humanitaires ne suffisent pas pour subvenir aux besoins de centaines de réfugiés. L'Indonésie attend que la communauté internationale fournisse l'assistance nécessaire, en particulier pour les réfugiés, et contribue ainsi à régler rapidement le problème.

116. Espérant établir des rapports de coopération florissants avec le Timor oriental dans l'intérêt des deux peuples, le Gouvernement indonésien a conclu des accords sur les frontières, certaines questions juridiques et judiciaires, les fonctionnaires du Timor oriental et les étudiants timorais orientaux qui font des études supérieures en Indonésie, et il étudie la question de l'octroi de bourses pour les étudiants qui désirent reprendre leurs études en Indonésie. Il continuera également de coopérer à d'autres initiatives avec les dirigeants du Timor oriental et l'UNTAET.

117. L'Indonésie réaffirme son engagement à collaborer avec le peuple du Timor oriental à la tâche difficile d'édification d'une nation et à lui apporter son appui sans failles à l'établissement des bases d'une société libre et prospère. Au lieu de s'obnubiler sur des nouvelles mensongères sur l'action de l'Indonésie vis-à-vis de ce pays, il vaut mieux concentrer les efforts à appuyer le mandat de l'UNTAET pendant le processus de transition, pour le bien des peuples du Timor oriental.

La séance est levée à 18 heures.